

Le Journal des décideurs

# L'économiste

du Bénin

**AGI**  
AFRICAINNE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**Bourse Uemoa**

## La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

**Finance islamique**

## Le Nigeria abrite le plus grand marché de sukuk d'Afrique

Selon une récente analyse de l'agence de notation internationale Fitch Ratings, le secteur nigérian de la finance islamique devrait ... (Page 10)

**Intermédiation boursière**

## LBOF Securities International désormais actionnaire de CGF Bourse

CGF Bourse, Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) annonce l'entrée dans son capital d'un nouvel ... (Page 09)

**Climat, environnement, habitats, énergies...**

• (Page 03 & 04) **Habitats en Afrique**

# « Il revient à l'Afrique de faire des choix cohérents », dixit Luc Gnacadja

- ◆ Insecticides et herbicides : Il faut que leur importation soit bien réglementée et contrôlée
- ◆ COP : Le compte est loin d'être bon



**Financement de l'économie béninoise**

• (Page 11)

# "Coris Bank International Bénin" fait découvrir la finance islamique

## Partenariat Shelter Afrique-Actis pour des logements abordables

Shelter Afrique fait appel à Actis et Shapoorji Pallonji pour un accord continental sur le logement. Il s'agit d'un ... (Page 10)

**Aquaculture au Bénin**

## Les pisciculteurs dotés de matériels roulants et équipements

Le gouvernement prévoit la mise en place d'une Zone Economique Spéciale dédiée ... (Page 02)

**Afrique**

## Les économies optimistes malgré les multiples chocs

Les économies africaines sont résilientes malgré les multiples chocs qu'elles ont subis. Selon les prévisions de la Banque africaine de développement ... (Page 06)

**Infrastructures à Afrique**

## Nouveau financement de 50 millions \$ du fonds OPEP

Le déficit de financement des infrastructures en Afrique s'est aggravé du fait de plusieurs défis chroniques ... (Page 06)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

**L'économiste**

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naira	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	616.50	655.95	100.42	1.38	68.50	35.74	7.91	97.15	22.49	0.13

## Aquaculture au Bénin

### Les pisciculteurs dotés de matériels roulants et équipements

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Gaston Cossi DOSSOU-HOUI, a procédé, le mercredi 8 février 2023 à la Direction des Pêches Halieutiques à Cotonou, à la remise de matériels roulants et d'équipements piscicoles à une soixantaine de pisciculteurs béninois.

• Falco Vignon

Le Gouvernement ambitionne de produire du poisson pour nourrir les Béninois et progressivement en réduire l'importation. Et l'une des stratégies pour y arriver est de doter les acteurs du secteur de moyens de production. A cet effet, une soixantaine de pisciculteurs, grâce au Projet de vulgarisation de l'aquaculture continentale, (PROVAC 2), ont été dotés de matériels roulants et d'équipements lors de la cérémonie du lundi 8 février 2023. Il s'agit de 12 Tricycles 4x4 au profit des pisciculteurs producteurs d'aliment local et d'alevins de grande taille pour faciliter le transport des intrants ; 10 pirogues au profit des pisciculteurs exploitant les cages flottantes pour faciliter le déplacement et le convoyage en sécurité des produits ; 135 gilets de sauvetage pour équiper les pirogues mis en place par le Projet de vulgarisation de l'aquaculture continentale (PROVAC2) au profit des pisciculteurs exploitant les cages et de 100 poches de filet de 5mx5mx2m munies de filet de couverture au profit des pisciculteurs producteurs d'alevins et de poissons marchands. Ceci sur financement du budget national d'un coût total de



155 238 987 FCFA.

«Si avec insistance, le Gouvernement, chaque année, fait des gestes du genre en direction d'une catégorie donnée, c'est qu'il attend de vous des résultats. Les besoins en produits halieutiques sont énormes. Mais l'essentiel de ce que nous faisons aujourd'hui vient de la pêche. Si l'élevage par nous-mêmes du poisson, donne la garantie de la qualité de ce que nous consommons, nous devons alors nous battre chaque jour pour exceller dans ce domaine. Je suis heureux d'appartenir à un Gouvernement qui sait où il va et qui met les moyens là où il faut pour que la mayonnaise prenne », a dit le Ministre aux bénéficiaires. Car pour lui, il faut mieux produire et réduire les importations de

poissons.

Dans son intervention, le Directeur des pêches halieutiques a remercié le Chef de l'Etat pour l'attention particulière qu'il accorde à ce secteur. Aron BRITO a ensuite souligné que le Gouvernement, à travers PROVAC 2, vise aussi bien à renforcer les capacités techniques des pisciculteurs mais aussi les accompagner dans l'augmentation de la production locale du poisson.

Dominique KPOSSOU, Porte-parole des bénéficiaires, a également dit ses remerciements au Chef de l'Etat et a rassuré le Ministre de la bonne utilisation du matériel et des équipements afin de réaliser les ambitions du Gouvernement dans le secteur.

Source externe

## AUX DECIDEURS...

### L'électronique au service des pauvres

L'inclusion financière devient une réalité aussi bien au Bénin que dans l'espace UEMOA. Le site d'information financialafrik.com renseignait un an plus tôt que le Bénin était le leader régional de l'inclusion financière. Cette prouesse en matière de monnaie électronique est fondamentalement profitable aux citoyens à pouvoir économique modeste. Et l'on constate que l'indice d'inclusion financière s'est globalement amélioré dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), ressortant à 0,520 en 2020 contre 0,501 en 2019, sur une échelle de 0 à 1, selon le rapport annuel consacré au sujet par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Par pays, cet indice s'est établi à 0,647 en 2020 au Bénin, contre seulement 0,170 en 2010. Le pays devance ainsi tous les autres de la sous-région. L'année considérée a été marquée au Bénin par la création, par décret, d'un Observatoire de la qualité des services financiers (OQSF). L'instance a pour mission d'encourager les populations et les PME à recourir davantage au système financier et de restaurer leur confiance à l'endroit des services financiers. C'est le troisième pays de l'Union à se doter d'une telle structure, après le Sénégal en 2009 et la Côte d'Ivoire en 2016. Au classement 2020 de l'inclusion financière, le Bénin est suivi par la Côte d'Ivoire (0,606), le Burkina (0,590), le Sénégal (0,587) et le Togo (0,564). La Guinée-Bissau, le Niger et le Mali, avec respectivement 0,245, 0,250 et 0,445 affichent une faible performance. Au sujet de la monnaie électronique, le nombre de comptes au sein de l'UEMOA a progressé de 39 % à 131 millions, en 2021. Cette progression reflète l'adoption croissante des services financiers numériques dans cette zone monétaire, dans le contexte de la pandémie de Covid-19. La Côte d'Ivoire enregistre le plus grand nombre de comptes, suivie du Sénégal. Ecofin révèle que le nombre de comptes de monnaie électronique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) est ressorti à 131 millions, au 31 décembre 2021. Ces comptes sont en hausse de 39 %, soit 37 millions de nouveaux comptes enregistrés par rapport à l'année 2020 (94 millions). Par ailleurs, les informations émanant de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), établissent que cette progression du nombre de comptes de monnaie électronique « reflète l'adoption croissante par les populations, des services financiers numériques, amorcée pendant la période du confinement lié à la pandémie de Covid-19 ». Dans son rapport annuel 2021 sur l'évolution des services financiers numériques dans l'Uemoa, publié ce 1er février, la Bceao poursuit en indiquant « qu'une moyenne trimestrielle de 8,77 millions de comptes de monnaie électronique a été observée, soit une évolution de plus de 3 millions par mois ». Presque tous les pays de l'Uemoa ont enregistré une hausse du nombre de comptes de monnaie électronique au 31 décembre 2021. Toutefois, le taux de progression le plus élevé, soit 65 %, a été observé en Côte d'Ivoire. Cette progression en Côte d'Ivoire est en partie liée à la « forte pénétration du produit Wave Money », soutient la Bceao. Le pays comptait 45,6 millions de comptes de monnaie électronique en 2021. Au Sénégal, le nombre de comptes de monnaie électronique a connu une hausse de 62 %, pour s'établir à 21,5 millions en 2021, contre 13,2 millions en 2020. Ces deux pays sont suivis de la Guinée-Bissau qui affiche une évolution de 30%. Le Niger, le Bénin, le Mali et le Burkina affichent des taux allant de 17% à 26%. Concernant le Togo, le taux de croissance du nombre de comptes ouverts ressort à 13%.

Jean-Claude KOUAGOU

## Cari du jour



## Eco secret

### Financement vert des PME en Afrique : Le groupe AGF s'associe avec Bettervest

Le groupe African Guarantee Fund (AGF) a signé, jeudi 26 janvier 2023, un accord de partenariat avec Bettervest, une plateforme de financement participatif basée à Francfort (Allemagne) pour accroître le financement de projets de développement durable des PME en Afrique. Selon les termes de cette convention, AGF fournira une garantie partielle à Bettervest, en partageant le risque de défaut résultant de facilités accordés aux PME sur le continent.

Climat, environnement, habitats, énergies...

# « Il revient à l'Afrique de faire des choix cohérents », dixit Luc Gnacadja

- **Insecticides et herbicides : Il faut que leur importation soit bien réglementée et contrôlée**
- **Repenser la gouvernance des villes**
- **COP : Le compte est loin d'être bon**
- **OGM: le Bénin doit se doter de moyens suffisants pour les contrôles**
- **Architecture : le cadre de vie du Béninois ne respecte pas les normes et standards**

Architecte de formation, ancien ministre de l'environnement de l'habitat et de l'urbanisme, précédemment deuxième Secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), Luc-Marie Constant Gnacadja, a été l'invité du rendez-vous médias Club de L'économiste d'hier jeudi 09 février 2023. L'invité a abordé avec les professionnels des médias, la question de la gestion de l'environnement, les changements climatiques, les OGM, les Conférence des parties (COP) et leurs implications, la transition verte et les finances climats en Afrique. L'expert n'a occulté aucun domaine. Retrouvez-ici l'intégralité de ses échanges avec la presse au siège du quotidien L'économiste à Cotonou.

I. A la découverte du métier d'architecte

## 1. Avez-vous le sentiment que le cadre de vie du Béninois respecte les normes standards d'architecture ?

a. Pas encore malheureusement et c'est bien là l'un des défis à relever pour améliorer notre cadre de vie. Il y a pour cela plusieurs raisons. La principale raison est liée à la réticence de la majorité des Béninois à consulter le professionnel du cadre de vie qu'est l'architecte pour leurs projets de construction. Et ce n'est pas forcément une question de niveau de vie mais plutôt la preuve de l'ignorance des avantages qu'il y a à prendre une telle assurance pour leurs investissements immobiliers. Il y a aussi le fait qu'ils sont nombreux ceux qui usurpent le titre d'architecte, exerçant la profession sans les compétences et qualifications requises. Il y a enfin que le développement urbain au Bénin comme ailleurs en Afrique, va beaucoup plus vite que la planification urbaine et les investissements en infrastructures et services urbains. En cela, je salue les efforts exceptionnels consentis par le gouvernement du Président Talon pour combler ce déficit en matière d'infrastructures urbaines. C'est une question de compétitivité de notre économie, les centres urbains étant par destination des centres de transformation et création de valeur ajoutée pour la production de leurs territoires respectifs.

## 2. Qu'avez-vous fait quand vous étiez ministre de l'environnement, de l'habitat et de l'urbanisme dans le sens de l'amélioration du cadre de vie des Béninois ?

### 4 exemples pour illustrer ce qui a été fait :

a. J'ai pris en main ce département ministériel en juin 1999 à un moment charnière de l'élaboration du 1er document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) au Bénin. Et le secteur ne figurait pas parmi les 4 secteurs prioritaires identifiés pour la réduction de la pauvreté. Il faut dire qu'en ces temps-là, la doxa des institutions de Bretton Woods ne considérait pas qu'investir dans les secteurs de l'environnement et de l'habitat pouvait contribuer à réduire la pauvreté et accélérer ou consolider une croissance partagée. Fort heureusement, ces institutions ont depuis fait leur propre ajustement conceptuel et nous y avons contribué en réussissant à faire amender en 1999 le projet du 1er DSRP du Bénin pour y inscrire l'environnement et les infrastructures urbaines comme 5ème secteur de concentration. L'inscription du secteur MEHU comme 5ème secteur prioritaire (avec Agriculture, Education, Santé et Travaux publics) au 1er DSRP du Bénin a beaucoup contribué au triplement des investissements urbains entre 2000 et 2005.

### Nous avons aussi :

b. Réformé le fonctionnement de ce secteur par l'introduction et l'opérationnalisation d'une approche de gestion axée sur les objectifs et les résultats à l'époque connue sous l'acronyme de GAR. Nous avons introduit dans notre pays la pratique des Plans de Travail Annuels PTA des ministères et des revues mensuelles et trimestrielles de leur exécution.

c. Amélioré l'efficacité institutionnelle en étant les premiers à acter et opérationnaliser les lois sur la décentralisation avec les transferts de compétences aux communes, transferts précédés de mécanismes participatifs de capa-



citation et d'habilitation des communes ciblées pour une bonne gestion desdits transferts.

d. Amélioré aussi la qualité de la dépense dans le secteur en doublant le taux d'exécution du budget d'investissement qui était de moins de 50% en 1998 à plus de 90% pendant les presque 6 années de mon exercice, budget d'investissement qui a été multiplié par 3 en 5 ans et cela avec un budget de fonctionnement quasiment resté constant.

## II. Les défis de l'environnement

1- M. Luc Gnacadja, vous êtes expert en environnement en raison de ce que dans vos attributions de ministre de juin 1999 à février 2005, ce portefeuille vous revenait. Ensuite, sous le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, vous avez été nommé en septembre 2007, secrétaire exécutif de la Convention des Nations-unies sur la lutte contre la désertification.

## 2- Quel est l'impact de l'utilisation des herbicides et des pesticides sur l'environnement ?

a. L'utilisation anarchique et/ou inappropriée des herbicides et pesticides entraîne de graves pollutions des sols, des cours d'eau et de la nappe phréatique et a des effets néfastes sur la santé des populations exposées. Il faut que leur importation soit bien réglementée et contrôlée afin d'éviter que notre pays ne soit un déversoir de substances déjà prohibées ailleurs et que les différents utilisateurs soient bien informés sur les risques encourus et bien au fait des meilleures pratiques pour leur utilisation afin de réduire leurs impacts sur la santé humaine et l'environnement.

b. Il y a des alternatives crédibles qui pour l'essentiel relèvent des pratiques agricoles moins invasives pour l'environnement que sont par exemple l'agriculture organique, l'agriculture biologique, l'agroforesterie qui consistent à réduire drastiquement l'utilisation d'intrants chimiques de synthèse en optant pour des pratiques écologiquement durables parce que pertinentes pour les caractéristiques biophysiques des terres emblavées et associant des cultures qui se renforcent mutuellement.

c. La terre est le premier capital de l'économie béninoise et la base des moyens de subsistance de nos populations. Ce capital est gravement affecté par une maladie sournoise et insidieuse mais réelle et efficace, la dégra-

datation des terres et des paysages agroforestiers. C'est une maladie que les changements climatiques aggravent et dont nous n'avons pas encore pris toute la pleine mesure. Durant la décennie 2000-2010, elle a érodé chaque année, l'équivalent de 220.000 ha de nos terres et paysages agroforestiers productifs. Il s'agit, en d'autres termes, de l'équivalent de 1,9% du territoire national qui, chaque année, a été ainsi soustrait à ce qu'on pourrait appeler le « Bénin utile » ou encore le « Bénin productif ». L'impact socio-économique d'une telle perte pour notre pays a été estimé à l'équivalent de 8% de son PIB, chaque année soit environ 280 milliards de francs CFA par an !

## L'utilisation anarchique des herbicides et pesticides concoure à la dégradation des terres.

3- Les côtes béninoises subissent les affres de l'avancée de la mer. Les habitations ont été englouties dans l'océan Atlantique à Grand-Popo. Le littoral de Cotonou résiste difficilement à la rage des vagues et de grands édifices sont menacés de disparition. Quelles solutions durables préconisez-vous à l'Etat béninois ?

a. Il n'y a pas de solution miracle. Des investissements très lourds ont été déjà consentis et devront faire l'objet de veille et de travaux réguliers de maintenance. Mais la lutte doit être aussi menée et coordonnée au niveau régional car des aménagements inappropriés d'une côte d'une frontière peuvent avoir des effets dévastateurs de l'autre côté de cette frontière.

## III. Habitat et urbanisme

1. M. Luc Gnacadja, le grand Nokoué, c'est-à-dire Cotonou et sa conurbation, est confronté à un réel problème de pollution atmosphérique et de circulation routière. Quelle solution peut être envisagée pour résoudre ce double problème ?

a. L'urbanisation au Bénin comme ailleurs en Afrique au Sud du Sahara va plus vite que tout : plus vite que la croissance économique et les investissements productifs, plus vite que la planification et la gestion urbaine.

Voici pour illustrer le phénomène quelques indicateurs de la croissance urbaine au Bénin : de 1960 à 2020, en 60 ans donc, la population urbaine en proportion de la population totale a été multipliée par 5. La population de la ville d'Abomey-Calavi, a été multipliée par 5 en 20 ans !

b. Mais, Indubitablement, un nouveau Bénin émerge sous nos yeux. C'est ce qu'indiquent les données ci-après sur les investissements publics per capita en milieu urbain : Pour l'exercice budgétaire de 2023, les dépenses en capital via le ministère du cadre de vie s'élèvent à 209,5 milliards FCFA pour environ une population urbaine d'environ 6 millions d'habitants soit environ 35.000 F d'investissement per capita urbain équivalent à 7,3 fois le ratio de 1999 qui était d'environ 4.800 F per capita urbain. Il faut noter qu'il y a eu triplement des investissements urbains entre 2000 et 2005. On assiste aujourd'hui à des investissements exceptionnels, sans précédents, massifs pour reprendre le qualificatif favori du Président Talon, et cela dans le cadre de réformes systémiques qui devraient faciliter la durabilité des infrastructures ainsi réalisées.

c. Cependant, il faudra ici comme ailleurs en Afrique, repenser la gouvernance des villes autour de leur défi central à savoir : comment transformer le dynamisme, la créativité,

Suite à la page 4

## Climat, environnement, habitats, énergies...

## « Il revient à l'Afrique de faire des choix cohérents », dicit Luc Gnacadja

L'énergie de leurs informalités (économiques, institutionnelles, spatiales) en atouts pour impulser le développement urbain durable qui impacte aussi leurs territoires respectifs. Le défi à relever, c'est de faire des villes africaines des centres efficaces de création de valeur ajoutée, d'innovation et de transformation socio-économique et écologique pour le développement durable de leurs territoires respectifs.

## IV. Economie verte

## 1. De plus en plus, un nouveau lexique s'invite dans les discours de protection de la nature. Il s'agit de l'économie verte. Que recouvre cette notion ?

L'objectif de l'économie verte est de limiter la consommation, le gaspillage des ressources et la production des déchets tout en assurant une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, et en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources afin de garantir une durabilité écologique.

## 2. Que peuvent faire les pays africains comme le Bénin pour bénéficier de la manne financière de l'économie verte ?

L'économie verte ne concerne pas que le développement agricole, c'est l'approche de l'économie qui est au cœur du développement durable, une approche de l'économie qui est holistique en ce qu'elle intègre en même temps les préoccupations environnementales et sociales.

## V. COP 27

## 1. Du 6 au 18 novembre s'est tenue en Egypte la conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques. Pouvez-vous nous situer sur les objectifs de la COP 27 ?

La COP27 s'est déroulée dans un contexte géopolitique très polarisé lié pour l'essentiel aux conséquences de la guerre en Ukraine, à l'émergence de nationalismes économiques, contexte à priori handicapant pour des négociations multilatérales. Mais on pourrait dire qu'il y a presque eu plus de peur que de mal vu la forte participation : plus de 40.000 personnes dont 130 chefs d'Etat et de gouvernement. Ses objectifs étaient de combler le déficit d'ambition de l'action climatique (atténuation des émissions de GES afin de respecter l'objectif de 1,5% prévu dans l'accord de Paris; adaptation, financement), donner plus de crédibilité au processus, faire progresser les discussions sur les pertes et préjudices dans un contexte de fortes attentes des plus vulnérables, mettre en œuvre les résultats obtenus à la COP 26 à Glasgow y compris sur l'agenda de l'adaptation et du financement de l'action climatique.

## 2. Alors que la COP26 avait pour objectif la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le rapport de synthèse des Nations-Unies souligne que les engagements des États ne sont pas encore suffisants. La COP27 doit donc être celle de l'approfondissement de l'ambition et de la mise en œuvre, afin de maintenir la possibilité de limiter le réchauffement mondial à 1,5°C. Pour beaucoup d'Experts et Consultants en environnement, cette COP qui s'est tenue en Afrique devra être aussi celle de la solidarité et de la coopération entre pays développés et pays en développement. Qu'en dites-vous ?

En effet, le compte est loin d'être bon car une mise en œuvre intégrale et effective des engagements pris via les contributions déterminées au niveau national ou CDN nous mènera à un réchauffement insupportable de l'ordre de 3,0°C. Votre journal, 'L'Economiste du Bénin' avait relayé le post que j'avais publié à la fin de la COP 27 et intitulé: « Il faut que la Communauté internationale ait le courage de ré-inventer la #COP ».

Comme résultat de cette COP, beaucoup s'accordent à souligner la décision inédite de créer un fonds dédié au financement des pertes et dommages causés par des chocs climatiques aux pays en développement les plus vulnérables. Mais certains parlent déjà du risque d'un nouveau marché de dupes vu que, ici plus qu'ailleurs les promesses n'engagent que ceux qui y croient et que le processus ne dispose



pas d'un cadre efficace de responsabilisation et d'obligation de résultats, si ce n'est que pour ceux qui n'ont pas d'autres choix que de continuer à faire face aux chocs climatiques avec leurs maigres ressources, à s'adapter ou à périr ! Mais, quand je pense que l'objectif de stabiliser le réchauffement climatique à 1,5°C a été un temps omis du projet de texte final de la COP, par réalisme disent certains, plutôt par le cynisme de ceux qui se croient à l'abri des conséquences d'un tel renoncement, avant d'y être réintroduit grâce à l'indignation de quelques-uns ;

Quand je pense que l'augmentation de la température en Afrique devrait être supérieure à la moyenne mondiale, entraînant davantage de chocs, de risques et de dommages pour la région qui émet le moins de gaz à effet de serre (GES), moins d'un sixième de la moyenne mondiale per capita des émissions de GES, et moins d'un 21ème de la moyenne per capita des Etats-Unis;

Quand je pense enfin qu'il n'y a pas eu d'avancées majeures pour combler effectivement le déficit de financement de l'adaptation aux chocs climatiques, eu égard à l'engagement pris l'année dernière lors de la COP26 à Glasgow de doubler le financement de l'adaptation d'ici 2025; Je ne puis m'empêcher d'avoir une impression d'un rendez-vous manqué, d'un grand gâchis.

Et il va falloir faire vite pour réformer le processus car il y a urgence. La politique des petits pas, des petites avancées incrémentielles dans les négociations d'une COP à l'autre pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris ne peut pas vraiment accoucher du changement de paradigme et de la solution systémique et transformatrice dont a besoin le système qui a créé le problème. La prochaine grande foire mondiale sur le climat ou #COP28 est prévue à Dubai du 30 Novembre au 12 Décembre 2023. Espérons qu'entre-temps le processus aura été ré-inventé.

## 3. Selon vous, est-il possible de venir objectivement à bout des problèmes climatiques auxquels l'humanité est confrontée ? Ou bien c'est un vœu pieux ?

a. Non ce n'est pas un vœu pieux. C'est une nécessité existentielle pour la préservation de la vie sur la planète. La menace climatique est transversale et systémique pour toutes les activités humaines, elle nécessite des ripostes tout aussi transversales et systémiques. Et nous sommes loin de là.

b. Le risque climatique relève de ce que Mark Carney, ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre a qualifié de « tragédie des horizons » pour dire qu'il fait partie des risques collectifs catastrophiques et susceptibles de se manifester bien au-delà de l'horizon des décideurs économiques et politiques actuels, ce qui alimente leur tendance à la procrastination. Et c'est bien là le problème.

## VI. Les OGM

## 1. Les OGM seraient dangereux pour l'organisme selon une étude scientifique. En effet, la consommation des aliments contenant des OGM provoquerait des tumeurs dans l'organisme. Quel est votre avis sur la question ?

a. Les OGM sont des êtres vivants (plantes, animaux, microorganismes) dont le patrimoine génétique a été artificiellement modifié par l'intervention humaine. Les OGM suscitent inquiétude et rejet non seulement au nom du principe de précaution à cause des impacts potentiels ou avérés sur la biodiversité des semences OGM, des risques

de contamination d'autres cultures, ou encore des risques d'erreurs génétiques, mais aussi à cause de la dépendance que leur utilisation crée pour l'acquisition des semences auprès des grands groupes internationaux qui les fabriquent. Et ceci à est un risque de dépendance majeure.

b. C'est pour cela qu'à mon initiative et malgré les pressions de certaines multinationales, le gouvernement béninois avait adopté en Conseil des ministres en mars 2002 un moratoire de 5 ans sur les importations, la commercialisation et la circulation des OGM dans notre pays, sur la base des recommandations d'un atelier. Ce laps de temps devrait être mis à profit pour apporter les éclairages complémentaires nécessaires pour une décision définitive sur la question de l'adoption des OGM et les impératifs de biosécurité qui pourraient en découler. Ce moratoire a été reconduit en 2008 à cause de l'inexistence d'un cadre juridique, technique et scientifique pour une gestion efficace des produits transgéniques. Aujourd'hui, je ne sais pas où mon pays en est à ce sujet. Moratoire ou pas, le Bénin doit se doter de moyens suffisants pour les contrôles nécessaires. C'est aussi une question de sécurité et d'indépendance.

## VII. Les énergies

## 1. Que veut dire « transition énergétique » ?

Ce terme désigne l'ensemble des transformations du système de production, de distribution et de consommation d'énergie effectuées sur un territoire donné dans le but de le rendre plus écologique, plus efficient en consommation de ressources naturelles, moins émetteurs de gaz à effet de serre.

## 2. Les pays occidentaux, interdisent aux Africains l'exploitation et l'usage des énergies fossiles et dans le même temps, les pays comme l'Allemagne en font usage pour la réhabilitation de leur centrale d'énergie fossile. N'y-a-t-il pas une dichotomie dans cette approche ?

Il revient aux pays africains de faire des choix cohérents avec leurs potentialités pour un développement durable. Il est temps que soit révolu en Afrique ce réflexe voire ce complexe d'extranéité qui confine les décideurs africains à un mimétisme dans leurs prises de décisions, mimétisme préjudiciable à tout développement autocentré.

## 3. Quelle corrélation existe-t-il entre l'environnement et la croissance économique d'un pays ?

a. Notre planète n'est pas infinie et la croissance économique mondiale qui pour l'essentiel se fait par la transformation des ressources naturelles, se heurte aux limites de notre planète. Sur les 9 limites planétaires établies par les scientifiques, 3 sont parmi les plus couramment reconues comme ayant été franchies : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, le changement dans l'utilisation des sols.

b. Prenons l'exemple du Bénin dont l'agriculture constitue le principal potentiel de croissance. Si cette croissance se poursuit grâce à une agriculture extensive et prédatrice de sa ressource de base, si elle ne contribue pas simultanément à éviter la dégradation et à restaurer les terres dégradées, alors nous n'aurons bientôt plus de forêts ni de terres fertiles à emblaver. Nous aurons alors laissé un Bénin désertifié en héritage aux générations futures. Notre génération ne doit pas prendre sur elle une si funeste responsabilité.

La Redaction



## Littérature

## De son prix « peu cher » à son format « facile à manier et ranger », nos lecteurs vantent les qualités du Livre de poche

Visite des Galeries Lafayette durant les soldes (Librairie Espace Culturel) Galeries Lafayette Nice CAP3000, Saint-Laurent-du-Var FRANCE -

De son prix « peu cher » à son format « facile à manier et ranger », nos lecteurs vantent les qualités du Livre de poche

- Le Livre de poche fête ses 70 ans ce jeudi 9 février.

- Cet ouvrage en petit format a été lancé par Henri Filipacchi en 1953 pour démocratiser la lecture.

- De 8 millions d'exemplaires vendus en 1958, 81 millions ont été écoulés en 2022, soit près d'un livre sur quatre vendus en France.

- Pour plusieurs de nos lecteurs, Le Livre de poche permet « d'avoir accès à une littérature de qualité sans pour autant ruiner [son] argent de poche ».



Son prix, son format, son poids. Quand on vous demande pourquoi vous aimez tant le Livre de poche, qui fête aujourd'hui ses 70 ans, vous êtes unanimes sur ses qualités. Mais vos

histoires sont pourtant toutes différentes. Il y a par exemple Magali, qui pour lire « chez le médecin, dans le train, chez le garagiste », est allée jusqu'à coudre dans ses sacs à main qu'elle confectionne elle-même une poche aux

dimensions d'un livre de poche. Et Léa, atteinte de rhumatismes, pour qui c'est « le seul format » qu'elle « arrive à tenir sur un temps de lecture » sans avoir des douleurs atroces au poignet. « Tout devenait accessible »

Il y a aussi les anciens, ceux qui ont connu le Livre de poche dès sa naissance il y a tous pile 70 ans. Comme Yves, à qui son père offrait chaque mercredi soir un Jules Verne pour qu'il le lise le jeudi, jour d'interruption des classes. « Puis ce fut Le grand Meaulnes, Hector Malot et Sans famille, Balzac, Daudet et Les lettres de mon Moulin, Villon, Rimbaud, Hugo, Dickens, Ségur puis. Et après, les contemporains : Giono, Bazin, Sartre, Colette, Prévert, Steinbeck, Kazan, T. Williams, Thomas Hardy. Tout devenait accessible », nous écrit-il avec émotion. A l'époque, Le Livre de poche n'avait pas tout à fait le même look. Yves se souvient d'un format « déjà

peu cher, mais de couvertures diverses, inventives et belles », et surtout que la tranche des livres était colorée. « Cela a disparu, mais c'est dommage, car cela faisait paraître plus beau le papier, qui aujourd'hui jaunit plus rapidement ». Yves déplore aussi que les couvertures soient désormais « plus semblables » les unes aux autres.

Le Livre de poche, « on s'en fait facilement un copain » Pour certains, c'est justement cette sobriété du Livre de poche qui fait son charme. Ainsi de Laurence, pour qui « les livres en grand format sont plus imposants et intimident un peu, tandis qu'un livre de poche donne l'envie de tenter ».

20minutes.fr

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.  
Afrique de l'OuestSiège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan  
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN

Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

## COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

## Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

## Modules de formation

-MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;

-MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;

-MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation** : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

**Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39**

**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

## Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal des décideurs**

## Banque au Togo

# La finance islamique en marche avec plus de 2000 comptes

Le Comité de Conformité Interne de CBI Baraka Togo, la branche finance islamique de Coris Bank International Togo a tenu sa nouvelle session mercredi à Lomé. Cette 5e réunion se tient en présentiel après la crise sanitaire de la Covid19. Les travaux ont permis d'approuver les comptes et d'approuver également un nouveau produit dénommé « Epargne Hadj ». Au Togo, Coris Bank International est le 3e acteur majeur sur l'échiquier bancaire. En 2020, elle a reçu l'agrément d'ouverture d'une branche de la finance islamique en cohérence avec la dynamique du groupe. Depuis février 2021, CBI Baraka est mise sur le marché. Cette branche de CBI Togo revendique déjà un portefeuille de près de 2000 comptes créés pour ce format alternatif de financement. 85% des clients sont des personnes physiques et 15% des personnes morales. Selon Ousmane Tchakpatawo, responsable de la finance islamique chez CBI, à la clôture de l'année 2022, 1889 comptes avaient été ouverts. Les activités de CBI Baraka Togo à fin 2022 ont atteint 900 millions FCFA de financements accordés aux clients pour environ 1600 milliards de FCFA de ressources collectées. Ce bilan sur l'offre de finance islamique au Togo a été présenté mercredi aux membres du Conseil de conformité interne de CBI Baraka Togo par le Directeur général de CBI Togo, Ousmane Kaboré et ses collaborateurs. Le comité composé par Pr Nourredine Anani Mensah, l'Imam Abdoulatif Mako et Dr Khouildi Abdessatar a salué l'évolution positive de l'offre de finance islamique au Togo.



« Les produits de la finance islamique sont très appréciés. La multiplication des nombres de comptes et les opérations de financement ne font que justifier ce qu'on vient de dire », a déclaré. Selon Dr Khouildi Abdessatar, président du Conseil de conformité interne CBI Baraka Togo. A l'issue des travaux, le conseil a donné son approbation pour le lancement d'un nouveau produit dénommé « Epargne Hadj ». Les règles de la finance islamique

Ce produit répond aux règles de la finance islamique et vise à faciliter les démarches pour le pèlerinage du Hadj. Il est question de permettre aux clients de CBI Baraka Togo d'épargner de l'argent pour réaliser le pèlerinage à la Mecque. « C'est un compte spécial qui répond aux règles de la finance islamique. En plus d'épargner petit à petit pour réaliser cette obligation de la religion musulmane d'aller à la Mecque quand on le peut, nous avons couplé ce produit avec la possibilité de prendre un crédit pour pouvoir compléter son épargne. Nous venons de le valider et c'est une offre que nous voulons mettre en place sur le marché », a expliqué Alasane Kaboré, Directeur général

ral de Coris Bank International Togo. Epargne Hadj vient s'ajouter à plusieurs autres produits déjà mis en place au niveau de cette structure bancaire. Il s'agit notamment des comptes courants Wadi'a (précaution, particulier, salarié et retraité, SA et SARL, EI et Association-ONG) ; des comptes d'investissements Moudaraba et Wakala ; ou encore du produit Mourabaha pour le financement des équipements, événementiels, de l'immobilier, notamment. Il y aussi la gamme de produit Ijara pour faire le leasing en matière de l'équipement et de l'immobilier. La finance islamique est l'ensemble des transactions et produits financiers conformes aux principes de la loi coranique qui supposent l'interdiction de l'intérêt, de l'incertitude, de la spéculation, l'interdiction d'investir dans des secteurs considérés comme illicites, ainsi que le respect du principe de partage des pertes et des profits. Elle est basée sur les principes de la Charia. Ses produits s'adressent à tous les individus sans distinction de religion. Notons qu'en 2018 déjà, le gouvernement du Togo avait mobilisé des ressources à l'international à travers des obligations islamiques dénommées Sukuks.

Source externe

## ECONOMIE

# Inflation : un pic devrait être atteint en juin, selon le gouverneur de la Banque de France

François Villeroy de Galhau a affirmé que l'inflation, actuellement autour de 6 % devrait redescendre à 2 % en 2024 ou « début 2025 ».

Ce jeudi, le gouverneur de la Banque de France a indiqué que « nous devrions connaître le pic de cette inflation dans le semestre, et l'inflation va commencer à décroître en France à partir de la mi-année ». François Villeroy de Galhau a estimé, sur France 2, qu'il devrait l'être « d'ici juin » et « peut-être même avant ». Par ailleurs, le gouverneur a reconnu que l'inflation, qui est aux alentours de 6 % en France actuellement, était « trop », mais « moins que la moyenne européenne ». Selon

lui, elle sera ramenée « vers 2 % d'ici la fin de l'année prochaine ou début 2025 ». Ce chiffre correspond à « la définition que nous donnons de la stabilité des prix ».

Pas de récession en 2023

François Villeroy de Galhau a exclu une récession en 2023, « sauf évidemment (en cas de) nouvel événement majeur ». Ainsi, il prévoit, pour cette année « une croissance faiblement positive, en moyenne de 0,3 %, mais il y a évidemment de l'incertitude ». Son intervention vient dans le sens de

la note de conjoncture publiée par l'Insee ce mardi. Selon l'institut, l'économie française devrait se maintenir tout juste au-dessus de la ligne de flottaison au premier semestre 2023, avec une industrie résistante et une consommation des ménages en léger rebond, malgré des prix qui continueront d'augmenter, mais un peu moins vite. Le PIB devrait enregistrer une hausse de 0,2 % au premier trimestre puis de 0,2 % à nouveau au second trimestre.

20minutes

## Développement d'infrastructures à Afrique

# Nouveau financement de 50 millions \$ du fonds OPEP

Le déficit de financement des infrastructures en Afrique s'est aggravé du fait de plusieurs défis chroniques engendrés par une vague de chocs endogènes et exogènes. Les dirigeants africains collaborent avec plusieurs partenaires techniques et financiers en vue d'inverser la tendance.



Le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) décaissera un prêt de 50 millions de dollars pour le développement d'infrastructures sur le continent africain. Un accord a été signé à cet effet avec Africa Finance Corporation (AFC), fait savoir un communiqué publié par l'OFID, le jeudi 9 février. L'accord concerne le renforcement des infrastructures essentielles à la croissance économique et à la création d'emplois en Afrique. Le projet, qui s'étendra sur dix ans, a pour objectifs l'amélioration de la connectivité, du transport, de la logistique et du commerce. Il permettra aussi de stimuler l'accès à l'énergie sur le continent africain. Ce financement est le deuxième, après la ligne de crédit de 50 millions \$ accordée par l'OFID à l'AFC en 2021. « Le développement durable des infrastructures est essentiel pour libérer le vaste potentiel de l'Afrique et lui permettre d'utiliser pleinement ses ressources. Travailler avec des partenaires locaux sur le terrain tels que l'AFC permet d'approfondir notre impact et de soutenir le programme de développement de l'Afrique », a fait savoir le Dr Abdulhamid Alkhalifa, directeur général du Fonds. Les conséquences de la Covid-19, exacerbées par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale et la hausse des coûts, ont « aggravé le déficit de financement des infrastructures du continent », affirme le communiqué. Toutefois, doter l'Afrique d'infrastructures de classe mondiale est plus que jamais nécessaire selon l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA). Plusieurs initiatives, telles que le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), sont ainsi mises en œuvre dans ce sens. Le PIDA vise la construction d'infrastructures nécessaires pour des réseaux plus intégrés dans les domaines du transport, de l'énergie, des TIC et des eaux transfrontalières, dans le but de dynamiser le commerce, stimuler la croissance et créer des emplois.

## Afrique

# Les économies optimistes malgré les multiples chocs, assure Kevin Urama VP/BAD par intérim



Les économies africaines sont résilientes malgré les multiples chocs qu'elles ont subis. Selon les prévisions de la Banque africaine de développement, 53 des 54 pays africains devraient maintenir une croissance positive et des perspectives stables pour la période 2023/2024.

Selon Kevin Urama, économiste en chef et vice-président par intérim chargé de la Gouvernance

économique et de la Gestion des connaissances à la banque, avec l'abondant capital naturel de l'Afrique, sa très large population de jeunes et son économie en croissance, les économies à faible revenu ont de grandes chances de rebondir après des chocs tels que celui de la pandémie de Covid-19. M. Urama s'exprimait lors du lancement, le 31 janvier à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du rapport du Fonds monétaire international intitulé « Macroeconomic Developments and Prospects in Low-Income Countries - 2022 » (Évolutions et perspectives macroéconomiques dans les pays à faible revenu - 2022). « La bonne nouvelle, c'est que les cinq économies africaines qui connaissent la croissance la plus rapide devraient retrouver leur place dans le classement des dix économies les plus dynamiques du monde au cours des prochaines années », a-t-il déclaré. Il a ajouté que de nombreux pays à faible revenu se trouvent en Afrique notant que le rapport du FMI arrive à un moment opportun, d'autant plus que la plupart de ces économies font face à des chocs économiques internes et externes complexes. « Ces chocs menacent la reprise et l'élan que nous avons observés dans les pays qui tentent de remonter la pente après avoir subi les effets ravageurs du Covid-19 ainsi que les effets de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur l'économie mondiale », a déclaré M. Urama. Selon Kevin Urama, ces chocs qui se chevauchent perturbent les chaînes d'approvisionnement africaines et mondiales et nourrissent une inflation généralisée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Les conditions financières mondiales actuelles, les coûts du service de la dette intérieure et les effets persistants de la pandémie de Covid-19 sont autant de vents contraires importants que les pays africains doivent gérer. L'inflation s'accélère rapidement et les prix des denrées alimentaires et des produits de base continuent d'augmenter, ce qui renforce l'insécurité alimentaire et accroît le risque de troubles sociaux dans les pays à faible revenu, notamment en Afrique. Citant des données du Programme alimentaire mondial, M. Urama a déclaré que plus de 345 millions de personnes dans 82 pays du monde souffrent aujourd'hui d'insécurité alimentaire aiguë, soulignant qu'il est nécessaire d'accroître l'accès aux denrées alimentaires, à l'énergie et aux infrastructures qui peuvent aider à relever certains de ces défis. « Selon nos propres estimations, plus de 15 millions de personnes supplémentaires ont sombré dans l'extrême pauvreté en Afrique l'an dernier en raison de la hausse des prix de l'énergie et de l'inflation des prix des denrées alimentaires », a-t-il déclaré.

Ecofin du 09 Février 2023

jeudi 9 février 2023

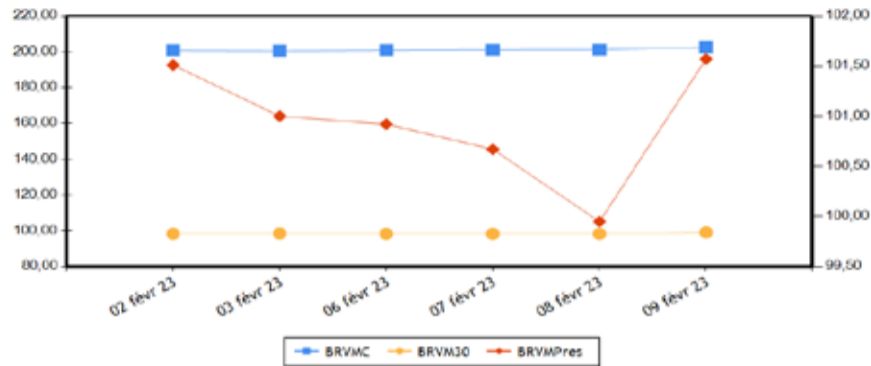
N° 29

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>202,50</b>
Variation Jour	0,63 % ↑
Variation annuelle	-0,35 % ↓

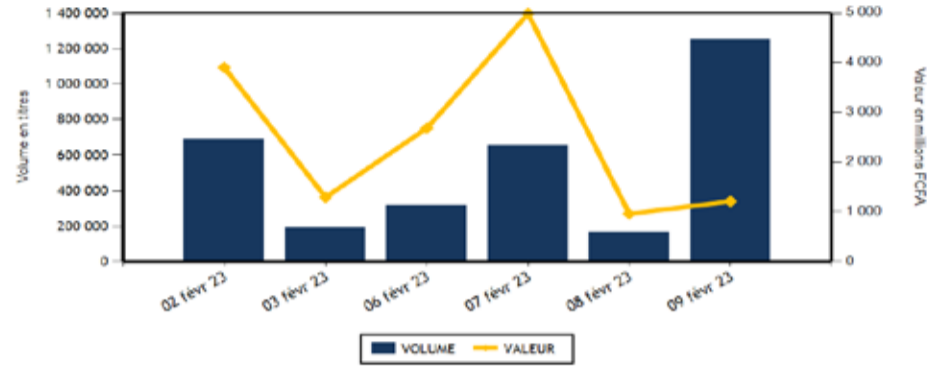
<b>BRVM 30</b>	<b>99,15</b>
Variation Jour	0,79 % ↑
Variation annuelle	-0,85 % ↓

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>101,57</b>
Variation Jour	1,62 % ↑
Variation annuelle	1,57 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 533 496 849 785	0,63 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 238 890	656,94 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 096 897 130	15,92 %
Nombre de titres transigés	43	4,88 %
Nombre de titres en hausse	21	31,25 %
Nombre de titres en baisse	10	-28,57 %
Nombre de titres inchangés	12	9,09 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	955	7,30 %	8,52 %
SETAO CI (STAC)	1 050	7,14 %	10,53 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	20	5,26 %	5,26 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 255	4,58 %	-21,56 %
SOLIBRA CI (SLBC)	85 000	4,23 %	2,10 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,57	1,62 %	1,57 %	1 163 951	843 482 730	6,09
BRVM-PRINCIPAL	36	98,74	0,28 %	-1,26 %	74 939	253 414 400	9,76

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	99,36	2,21 %	-4,66 %	10 299	36 058 730	25,18
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	495,01	0,21 %	1,19 %	51 602	676 770 025	9,10
BRVM - FINANCES	15	74,11	0,94 %	-1,85 %	1 142 206	308 768 970	6,92
BRVM - TRANSPORT	2	307,10	0,00 %	-10,13 %	21 210	26 513 000	4,88
BRVM - AGRICULTURE	5	286,86	0,27 %	1,16 %	5 484	37 118 060	5,54
BRVM - DISTRIBUTION	7	365,97	0,47 %	2,07 %	5 066	8 697 405	26,56
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 295,58	7,14 %	10,53 %	3 023	2 970 940	12,61

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,19
Taux de rendement moyen du marché	7,64
Taux de rentabilité moyen du marché	8,94
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	114
Volume moyen annuel par séance	429 925,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 168 531 840,05

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	34,65
Ratio moyen de satisfaction	46,07
Ratio moyen de tendance	132,98
Ratio moyen de couverture	75,20
Taux de rotation moyen du marché	0,12
Prime de risque du marché	6,31
Nombre de SGI participantes	28

## Définitions

Volume moyen annuel par séance  
Valeur moyenne annuelle par séance  
Ratio moyen de liquidité  
Ratio moyen de satisfaction  
Ratio moyen de tendance  
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances  
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation  
PER moyen du marché  
Taux de rendement moyen  
Taux de rentabilité moyen  
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)  
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

## BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
Fax : +225 20 32 66 84  
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

## PAYS DE L'UEMOA



**UCA**  
UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN

001 BP 8690 RP  
uca@ucasgi.com  
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
(229) 21 31 00 21  
www.ucasgi.com

**SGI BENIN**

Carré 211 St Michel  
immeuble SGI-Bénin 01 BP  
4546 Cotonou.  
Tél : (229) 21 31 15 41  
21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
Groupe BMCE BANK

Siège BOA Benin,  
Boulevard de France  
Tel : (229)  
21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
AGI

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
01 BP 8668 RP Cotonou  
contact@sgi-agi.com  
+229 21318733  
+229 21316065

**AFRICABOURSE**

Avenue Steinmetz Face  
Immeuble Air Gabon 01 BP  
6002 COTONOU BENIN  
Tél : (229) 21 31 88 35 /  
21 31 88 36

**BIIC Financial Services**  
Société de gestion et d'intermédiation

Boulevard Saint Michel  
Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
01 BP. 7700 Cotonou  
Tél. +229 21324875  
Tél. +229 21324876  
sgjifs@biic-financialservices.com

### Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANHI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUFRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

### Jours du marché Dantokpa

**Février 2023**

<b>Mercredi 1 Février 2023</b>
<b>Lundi 5 Février 2023</b>
<b>Jeudi 9 Février 2023</b>
<b>Lundi 13 Février 2023</b>
<b>Vendredi 17 Février 2023</b>
<b>Mardi 21 Février 2023</b>
<b>Samedi 25 Février 2023</b>

### Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupee indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

### Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 07/02/ 2023

### Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
	5L	4.000
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 07 Janvier 2022

### Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
	Matéri	Matéri	jeudi
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
	Cobly	Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
Mono	Kassoua	Kassoua	mardi
	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
Zou	Agoué	Agoué	mercredi
	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikémon	Ikémon	mercredi
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
Collines	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
	Ouédémè	Ouédémè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	mercredi
Donga	Lahotan	Lahotan	mercredi
	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

### Cours des matières Premières Mardi 07 Janvier 2023

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17



## Intermédiation boursière et financière en Afrique de l'Ouest

## LBOF Securities International désormais actionnaire de CGF Bourse

CGF Bourse, Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) annonce l'entrée dans son capital d'un nouvel actionnaire, LBOF Securities International. Avec ce changement d'actionariat, CGF Bourse entend accélérer son développement en Afrique de l'Ouest.

Dans un contexte de marché dynamique, et tout en poursuivant la logique de la vision panafricaine de son Fondateur Feu Gabriel Fal, CGF Bourse annonce l'arrivée d'un nouvel actionnaire, la société d'investissement LBOF Securities International. LBOF Securities International est contrôlée par LBO France Gestion, une société de capital-investissement fondée en 1985, qui au fil des années est devenue une plateforme d'investissement multi-spécialiste développant ses activités notamment en France et en Italie et plus récemment en Afrique en collaboration avec des partenaires africains du monde de la Finance et de l'Investissement.

Ce partenariat s'inscrit dans la vision de la famille de feu Gabriel Fal, qui entend poursuivre l'ambition du Fondateur et renforcer la position de leader de la SGI dans la zone UEMOA.



L'arrivée d'un acteur institutionnel international constitue un levier d'accélération avec de nouvelles perspectives de croissance et l'ouverture à de nouveaux marchés sur le continent et à l'international. Ce partenariat vient renforcer l'expertise des équipes de CGF Bourse et CGF Gestion dirigée respectivement par Marie Odile Séné Kantoussan et Kalidou Diallo, et prési-

dée par Mme Eveline Tall. La société CGF Bourse a, depuis sa création, confirmé son leadership sur le marché financier de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine. Fondée en 1998 par Feu Gabriel Fal, elle est reconnue meilleure Société de Gestion et d'Intermédiation de l'espace UEMOA lors des premières BRVM Awards de 2020 en termes de valeur des transactions sur la Bourse Régionale des

Valeurs Mobilières (BRVM) et a été distinguée en 2021 dans la catégorie acteur du marché financier régional à l'occasion des 25 ans de la BRVM. CGF Bourse est également la seule SGI de l'UEMOA à être notée 5 étoiles, en qualité de gestion par l'agence de notation GCR WA Ratings (ex WARA). Elle est également certifiée ISO 9001.

« L'entrée au capital d'un

acteur institutionnel de référence est d'une part conforme à la volonté initiale de feu Gabriel Fal mais aussi un gage de confiance pour nos partenaires et nos bailleurs. Avec ce nouveau tour de table et cette gouvernance renforcée, nous consolidons notre position d'acteur majeur de l'intermédiation boursière et financière en Afrique de l'Ouest tout en étant confiant par rapport à nos objectifs de croissance sur les prochaines années », a déclaré Mme Eveline Tall, Présidente du Conseil d'Administration de CGF Bourse.

#### A propos de CGF Bourse

CGF Bourse est une Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF-UMOA), pour les métiers liés aux marchés financiers et aux opérations sur le capital des entreprises. Première SGI certifiée ISO 9001, la société a été créée en 1998 sous forme d'une

société anonyme dont le capital a été porté à 1,5 milliard de FCFA. CGF Bourse constitue le lien entre le marché des capitaux et ses clients, dans le but de trouver des solutions adéquates à leur besoin de financement et/ou d'investissement.

#### A propos de CGF Gestion

CGF Gestion est une des Sociétés de Gestion d'OPCVM (SGO) leader du marché financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF-UMOA). Société anonyme au capital de 500 millions FCFA, elle est la première société de gestion d'OPCVM (SGO) certifiée ISO 9001 sur le marché financier de l'UMOA. CGF Gestion gère plus de 21 Fonds Communs de Placement (FCP) pour un actif sous gestion de plus 100 milliards FCFA.

Source externe

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

**Taureau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Gémeaux** Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

**Cancer** Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

#### Balance

Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

#### Scorpion

Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

#### Sagittaire

Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

#### Capricorne

La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

#### Verseau

La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière

Édité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le

carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

#### Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

#### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

#### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMÉGAN (97 14 85 43)

#### Directeur de publication

Jules AFFODJI

#### Rédacteur en chef

Jean Claude KOUAGOU

(97 720 976)

#### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

#### Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Falco Vignon

#### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

#### Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

#### Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

#### Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Économiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

#### Franck Vial, correspondant France

de l'Économiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

#### Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

#### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

## Habitats en Afrique

## Partenariat Shelter Afrique-Actis pour des logements abordables

Shelter Afrique fait appel à Actis et Shapoorji Pallonji pour un accord continental sur le logement. Il s'agit d'un partenariat vital pour augmenter l'offre de logements abordables à travers l'Afrique. L'information a été donnée dans communiqué rendu public le 8 février 2023 à Nairobi, Kenya.

● Falco VIGNON

Le financier panafricain en matière de développement de logements basé à Nairobi - Shelter Afrique travaille sur un accord de partenariat de logement abordable avec Actis - une société d'investissement privé global et le géant immobilier indien Shapoorji-Pallonji. S'exprimant lors de sa rencontre avec les équipes d'Actis et de Shapoorji Pallonji à Nairobi, le Directeur général et PDG de Shelter Afrique, M. Thierno-Habib Hann, a déclaré que le partenariat avec les deux entités serait vital pour augmenter la fourniture de logements abordables à travers l'Afrique. « L'expérience de l'Inde en matière de développement immobilier nous a permis d'apprendre beaucoup sur la façon d'aborder le logement abordable en Afrique », a déclaré M. Hann. « Nous attendons avec impatience le partenariat avec Shapoorji Pallonji - l'une des sociétés immobilières les plus importantes de l'Inde ; la société mondiale de capitaux privés, Actis, et leur coentreprise locale Mi Vida Homes - pour voir comment nous pouvons mettre à l'échelle et reproduire leur modèle à travers nos États membres », a plaisanté M.



Hann. Commentant le partenariat, Sumit Sapru, chef de l'activité immobilière de Shapoorji-Pallonji, a déclaré qu'il y avait beaucoup de similitudes entre les marchés fondamentaux de l'Inde et de l'Afrique sur lesquels Shelter Afrique pourrait s'appuyer, ajoutant que « nous serions ravis de nous associer à Shelter Afrique pour développer les secteurs immobiliers à travers l'Afrique ». Le directeur d'Actis, Koome Gikunda a déclaré que la coentreprise avec Shapoorji Pallonji était née de l'optimisme et du désir de plonger dans le secteur immobilier, ajoutant « nous espérons faire une chose semblable avec Shelter Afrique à travers l'Afrique ». Par le biais d'une coentreprise, Actis et Shapoorji Pallonji ont livré le premier projet à Garden City à Nairobi, au Kenya, et prévoient de lancer trois autres projets à Nairobi.

### Un secteur hypothécaire sous-développé

M. Hann a déclaré que le partenariat avec Shapoorji Pallonji serait crucial pour le développement du marché hypothécaire africain, qui, selon lui, est largement sous-développé. Il a déclaré que de nombreux pays d'Afrique n'ont pas de marchés hypothécaires bien développés, notant qu'il s'agit d'une énorme contrainte et d'une lacune dans l'offre de logements abordables qui doit être traitée de toute urgence. « Par exemple, le Kenya, l'un des marchés les plus développés d'Afrique avec une population de 50 millions d'habitants, ne compte que 30 000 souscripteurs de prêts hypothécaires, et la situation est la même dans toute l'Afrique. L'Inde, en revanche, dispose d'un secteur hypothécaire bien développé - avec un marché hypothécaire de plus de 20 milliards USD -

c'est pourquoi un tel partenariat serait important pour nous aider à tirer des leçons fondamentales », a déclaré M. Hann. Selon Statista, la plupart des pays africains ont un ratio hypothèque/PIB très faible. En 2021, le Cabo Verde était classé premier avec 23,4 %, l'Afrique du Sud était deuxième avec 23,3 % et le Kenya avec 2,1 %. Le Nigeria, le Mali et l'Ouganda se situaient à 0,5 %, tandis que l'Algérie enregistrait le ratio le plus faible, à 0,02 %. Le ratio hypothèque/PIB compare la dette hypothécaire totale d'un pays à son produit intérieur brut.

### Shelter-Afrique

Shelter-Afrique est une institution panafricaine de financement et de développement du logement créée par les gouvernements africains pour répondre à la nécessité d'un système durable de fourniture de logements et de projets d'infrastructure

connexes en Afrique. Ses actionnaires sont 44 pays africains, la Banque Africaine de Développement, la Société Africaine de Réassurance et le Fonds de Solidarité Africain (FSA). Le mandat de la Société est de fournir du financement par le biais de la dette, de la quasi-équité et de l'équité aux institutions publiques et privées pour des projets de logement et d'infrastructure urbaine dans ses pays membres. Shelter-Afrique établit des partenariats stratégiques et offre divers produits et services connexes pour soutenir la fourniture efficace de logements abordables et de biens immobiliers commerciaux. Il s'agit notamment du financement de projets, des prêts institutionnels, des prises de participation et des coentreprises, du financement du commerce et du logement social. La société offre des conseils pratiques et une assistance technique à un large éventail de parties prenantes du secteur.

### À propos d'Actis

Société internationale d'investissement spécialisée dans le domaine du capital-investissement, l'énergie, les infrastructures et l'immobilier, Actis a été créée en juillet 2004 en tant que spin-out de CDC

Group plc (anciennement Commonwealth Development Corporation), une organisation créée par le gouvernement britannique en 1948 pour investir dans les économies en développement d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes. L'équipe de direction d'Actis a acquis une participation majoritaire dans la plate-forme d'investissement des marchés émergents de CDC. Elle se concentre sur les investissements dans les marchés émergents en Afrique, en Chine, en Inde, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Actis est signataire des Principes des Nations Unies pour l'Investissement Responsable (UNPRI), une initiative d'investisseurs développée par le PNUE FI et le Pacte Mondial des Nations Unies.

### Shapoorji-Pallonji en bref

Shapoorji Pallonji & Company Private Limited, connu sous le nom de Shapoorji Pallonji Group, est un conglomérat indien dont le siège est à Mumbai. Il est présent dans les secteurs de la construction, de l'immobilier, du textile, des biens d'équipement, de l'électroménager, du transport maritime, des publications, de l'énergie et de la biotechnologie.

## Finance islamique

## Le Nigeria abrite le plus grand marché de sukuk d'Afrique, avec un encours d'émission de 1,6 milliard \$

Selon une récente analyse de l'agence de notation internationale Fitch Ratings, le secteur nigérian de la finance islamique devrait poursuivre sa croissance sur la période 2023-2024. Cette croissance sera soutenue par les émissions de sukuk, la progression de financements islamiques et la réglementation souple concernant cette activité. Le Nigeria, qui abrite la plus grande population musulmane d'Afrique, est également le plus grand marché de sukuk (titres financiers

islamiques équivalant à des obligations dans la finance classique) d'Afrique, avec un encours d'émissions de 755,5 milliards de nairas (1,6 milliard \$), selon Fitch Ratings. Dans une analyse publiée mercredi 25 janvier, l'agence de notation fait savoir que le gouvernement du Nigeria a levé 130 milliards de nairas (environ 282 millions \$) dans le cadre d'émissions de sukuk. L'opération représentait la cinquième émission « d'obligations » islamiques de l'Etat nigérian depuis 2017. En plus du gouvernement fédéral nigérian,



d'autres institutions financières ont également lancé des programmes d'émissions de sukuk en 2022. Ainsi, la banque islamique

TajBank Limited a lancé un programme de sukuk mudaraba de 100 milliards de nairas (environ 222 millions \$) l'année dernière.

Dans ces conditions, Fitch s'attend à une croissance de la finance islamique au Nigeria sur la période 2023-2024. Cette croissance sera soutenue par l'émission de sukuk de la part du gouvernement, l'accroissement de financements de la part des banques islamiques nouvellement établies dans le pays, mais aussi par la réglementation qui est moins contraignante par rapport aux banques classiques, en ce qui concerne la finance islamique. Au Nigeria, seules trois banques islamiques à part entière opèrent dans le pays. Pour

ces institutions, la collecte des dépôts reste limitée, du fait de leur faible présence sur l'ensemble du territoire. A côté de cela, les populations locales ne sont pas assez sensibilisées sur l'existence des produits financiers islamiques. Malgré ces défis, les actifs de la banque islamique au premier semestre 2022 ont augmenté de 71 % en glissement annuel. La taille du secteur nigérian de la finance islamique a atteint environ 2,9 milliards \$ à la fin de 2022.

Ecofin

## Financement de l'économie béninoise

## "Coris Bank International Bénin" fait découvrir la finance islamique

S'investissant dans le financement innovant, Coris Bank International Bénin (CBI Bénin) a, lundi 06 février 2023, présenté au public béninois, les alternatives de financement qu'elle offre à travers sa branche « Finance islamique ». Déroulée à l'hôtel « Golden Tulip » de Cotonou, cette rencontre a été, par ailleurs, l'occasion de rappeler les principes qui fondent ce type de financement.



● Sylvestre TCHOMAKOU

Pionnière de la finance islamique sur le marché béninois, Coris Bank International Baraka (CBI Baraka) s'investit à renforcer ce positionnement et à faire découvrir aux agents économiques, ses solutions alternatives de financement. C'est dans ce dessein que s'est tenue, lundi 06 février 2023, la conférence publique sur les alternatives de financement offertes par la finance islamique. Pensée et mise en place depuis 2018, cette solution de financement qui s'adresse à la clientèle de la banque dont la vision est panafricaine, se veut d'être « une finance alternative basée sur l'économie réelle » et, par-dessus tout, répondant aux principes de l'islam pour un monde meilleur. Deux produits composent essentiellement cette solution. Il s'agit, à en croire la Responsable Finance Islamique de CBI Baraka, Nadiatou Sidibé, de l'offre « Mourabaha particuliers » et de l'offre « Ijara

interne » de Coris Bank, s'est enclin à approfondir la finance islamique qui, selon lui, « est certes basée sur la loi et l'éthique islamiques, mais est ouverte à tous ». Ce qui lui permet d'être une alternative de financement pour l'économie nationale, les entreprises, les institutions et les particuliers. C'est alors que va intervenir le Dr. Nassirou Bako Arifari, Envoyé spécial du Secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique pour l'Afrique (OCI). Saluant l'initiative de Coris Bank dans l'espace Uemoa, il s'est fait le devoir d'inviter les divers acteurs à travailler pour que prospère la finance islamique qui relève de l'économie réelle, et dont les économies africaines ont besoin. « Cette forme de financement est connue. Je suis persuadé qu'elle fera plus d'adeptes, peu importe l'appartenance religieuse. Les opportunités et les facilités qu'offre cette finance attireront plus de monde », s'est-il convaincu.

**A propos des offres « Mourabaha particuliers » et « Ijara »**

La Mourabaha est une technique de financement par laquelle CBI Baraka procède, sur demande du client, à l'acquisition au comptant d'un bien et à la revente à l'acheteur final (le client) avec paiement différé du prix de vente qui est composé du coût d'achat plus une marge bénéficiaire revenant à la banque. L'Ijara est un mode de financement à moyen terme par lequel CBI Baraka achète un bien (machine, équipement ou immobilier) puis le loue pour une période déterminée à un client. Le coût de la location est échelonné sur la période.



## Mercato

## Près d'1,5 milliard d'euros dépensés par les clubs cet hiver

Cet hiver, les clubs de foot ont dépensé sans compter. La Fifa, qui publiait ce jeudi les chiffres du mercato hivernal, a compté près d'1,5 milliard de dollars (1,46 milliard d'euros) investis sur le marché des transferts. Des montants jamais atteints auparavant.

Dopé par les investissements des clubs anglais et notamment de Chelsea, particulièrement dépensier ces dernières semaines, le mercato a dépassé ses standards pré-Covid sur la période hivernale, avec des dépenses supérieures de 230 millions de dollars au précédent record, qui datait de janvier 2018. L'instance mondiale du football fait remarquer dans un communiqué que les clubs anglais ont représenté à eux seuls 57,3 % des dépenses à l'échelle mondiale en janvier, à hauteur de 898,6 millions de dollars (835 millions d'euros environ). La France 2e Nation la plus dépensière

La Fifa n'a pas présenté de bilan club par club, mais les recrutements mirobolants de Chelsea pour plus de 300 millions d'euros (Mykhailo Mudryk, Enzo Fernandez, Benoît Badiashile, Noni Madueke...) ont forcément gonflé les chiffres de l'Angleterre. La France est la deuxième Nation la plus dépensière, avec 131,9 millions de dollars (122,5 mil-



lions d'euros) investis. Le nombre de transactions a également battu des records pour une fenêtre hivernale, avec 4387 mouvements internationaux enregistrés dans le football masculin. Le football féminin n'y échappe pas

Des marques historiques ont par ailleurs été atteintes dans le football féminin, avec 341 transferts et 774.300 dollars dépensés (719.000 euros environ) en janvier, soit une hausse de 58,7 % par rapport à janvier 2022, précédent record. L'explosion est encore plus parlante au

regard des chiffres du mercato hivernal de 2019, où seulement 54.000 dollars avaient été dépensés pour des joueuses. En quatre saisons, les montants ont donc été multipliés par 14, à quelques mois du Mondial 2023 en Australie et en Nouvelle-Zélande (20 juillet - 20 août). Fin janvier, la Fifa avait publié son rapport global sur les transferts de l'année 2022, observant un rebond post-Covid sur le marché avec 6 milliards d'euros de dépenses, dont 2 milliards pour les seuls clubs anglais.

20minutes.fr

## Al-Nassr

## Ronaldo inscrit un quadruplé et dépasse les 500 buts en championnats

Cristiano Ronaldo a connu une belle soirée ce jeudi. Le quintuple Ballon d'Or a inscrit un quadruplé en faveur d'Al-Nassr sur le terrain d'Al-Wehda (0-4). Une semaine après avoir marqué son premier but en faveur de sa nouvelle équipe, il a atteint puis dépassé la barre des 500 buts en championnats tandis que la formation entraînée par Rudi Garcia est de nouveau en tête du championnat.

Tout va bien pour Cristiano Ronaldo qui semble lancé à Al-Nassr. Après des débuts complexes, tandis qu'il a été muet pour ses deux premiers matchs officiels avec Al-Nassr dont lors de la défaite en Supercoupe d'Arabie Saoudite contre Al-Ittihad (3-1), le quintuple Ballon d'Or a ouvert son compteur but en Arabie Saoudite la

semaine dernière en égalisant face à Al-Fateh via un penalty dans le temps additionnel (2-2). Auteur de la fameuse citation "les buts, c'est comme le ketchup: quand ils arrivent, ils viennent tous en même temps", il a su la mettre en pratique ce jeudi soir. Sur le terrain d'Al-Wehda, Ronaldo a inscrit un quadruplé, bien aidé par un gardien loin d'être parfait (0-4). C'est d'abord d'un tir croisé du gauche qu'il a ouvert le score (21ème) puis a réalisé le break du droit suite à une longue intervention du VAR (40ème). Avec l'avantage en faveur de son équipe à la pause, il a repris sa marche en avant dès la reprise avec un triplé en transformant un penalty (53ème). Le festival s'est achevé juste

après l'heure de jeu avec un quadruplé (61ème). Un quadruplé symbolique car avec celui-ci, Ronaldo a dépassé la barre symbolique des 500 buts (503) en championnat dans sa carrière (311 en Liga, 103 en Premier League, 81 en Serie A, 3 dans le championnat portugais et 5 dans la Saudi League). La formation entraînée par Rudi Garcia, elle, peut arborer un large sourire étant donné qu'elle est de nouveau en tête du championnat d'Arabie Saoudite avec le même nombre de points que Al-Shabab (37) mais totalise un match en moins. Al-Ittihad - 34 points - occupe la dernière marche du podium avec 2 matchs en moins.

<https://sports.orange.fr>



## LIGNE VERTE POUR RECEVOIR ET TRAITER VOS PLAINTES

Appels gratuits du Lundi au Vendredi de 08h à 17h30

POUR TOUTES VOS PLAINTES ET INFORMATIONS  
LIÉES AUX DYSFONCTIONNEMENTS DES SERVICES DE  
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DE LA POSTE

- Qualité de service
- Facturation
- Couverture réseau
- Perte ou avarie de colis
- Fonctionnement des offres
- Préoccupations diverses



arcep benin



www.arcep.bj